

# Au Niger, la France auprès de migrants rescapés de Libye

Début décembre, une mission délocalisée de l'Ofpra a examiné les dossiers d'environ 200 demandeurs d'asile

## REPORTAGE

NIAMEY - envoyée spéciale

**V**ous pouvez sourire ! » Cela fait une heure que Jemal raconte pour quoi il a quitté son pays, l'Erythrée, il y a quatre ans. La mort de sa mère, son père infirme, lui travaillant dans les mines d'or, la « discrimination » subie par la communauté protestante dont il fait partie, la peur d'être enrôlé de force dans l'armée... Et puis sa fuite en Éthiopie. L'attente près de deux ans dans un camp de réfugiés, puis le passage au Soudan. Il détaille comment il a été vendu par un passeur à un autre et son arrivée en Libye. Les mois de détention, la torture, par l'eau, les câbles électriques... « Souriez », répète, encourageant, l'officier de protection français. Il a placé son appareil à bonne hauteur pour tirer le portrait du demandeur d'asile. Il ne lui manque plus que cette photo d'identité pour compléter le dossier. Jemal (tous les prénoms des demandeurs d'asile ont été modifiés) a 21 ans et il voudrait obtenir la protection de la France.

En ce début du mois de décembre, dans l'exiguïté des petits préfabriqués d'une antenne du Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) à Niamey, au Niger, ils sont autour de 200, parmi lesquels une très grande majorité d'hommes érythréens, à passer des entretiens avec des agents français. C'est la sixième mission effectuée depuis un an au Niger par l'Office français de protection des réfugiés et apatrides (Ofpra).

Ce dispositif singulier de délocalisation de l'examen de la demande d'asile au Sahel est le fruit d'un engagement du président de la République. Le 9 octobre 2017, Emmanuel Macron s'était ainsi positionné pour accueillir, d'ici à octobre 2019, 10 000 réfugiés dans le cadre des programmes de réinstallation, dont 3 000 en provenance du Niger et du Tchad. La spécificité du Niger est qu'il reçoit des migrants évacués de Libye, après qu'ils ont été identifiés par le HCR dans des centres de détention, principalement à Tripoli.

### Horreur de la Libye

« Même si notre mission de protection est limitée, j'y tiens beaucoup car elle permet de prendre en charge des gens très vulnérables », défendait Pascal Brice, directeur de l'Ofpra, jusqu'à fin décembre. Dans un contexte où, depuis un an, le taux de mortalité en Méditerranée centrale a plus que doublé pour les migrants qui tentent de la traverser, elle est aussi un moyen « d'éviter des drames », appuie Sophie Pegliasco, directrice de cabinet de l'Ofpra.

Rapportés au nombre de personnes qui restent bloquées dans le pays, les quelque 2700 migrants évacués de Libye depuis un an vers douze pays d'accueil en Occident demeurent une goutte d'eau. Près de 58 000 réfugiés et demandeurs d'asile sont enregistrés par le HCR dans le pays mais l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) des Nations unies estime à près de 700 000 le nombre de migrants présents, dont un nombre indéterminé est détenu dans des prisons sauvages, aux mains de passeurs ou de milices. Une partie de ces migrants ont pour projet de gagner l'Europe. Mais, ré-



sultat d'une série de mesures adoptées par l'Union européenne depuis fin 2016, l'itinéraire migratoire à travers la Méditerranée centrale s'est refermé et les arrivées en Europe depuis la Libye sont en chute libre, passées de près de 120 000 en 2017 à moins de 25 000 en 2018.

Au fil des entretiens entre les officiers de protection et les demandeurs d'asile, auquel *Le Monde* a pu assister, c'est d'ailleurs l'horreur de la Libye qui est reconstituée. Ali a failli ne pas en rachapter. Comme de nombreux jeunes Érythréens, il a fui son pays notamment pour ne pas être soumis au service militaire obligatoire à durée indéterminée. Le jeune homme aurait voulu rester en Éthiopie, dans le camp de réfugiés où il a d'abord atterri. Mais porteur d'un projet de vie qui dépasse sa simple personne, « [ses] frères n'ont pas accepté », avoue-t-il. Sa famille débourse 1700 dollars pour qu'il gagne le Soudan. Comme d'autres avant lui, Ali tombe aussitôt dans un trafic d'être humains. Il dit avoir été kidnappé et revendu à un Soudanais, un certain Aziz, qui détient plusieurs hangars en Libye, où les migrants sont reclus et rackettés.

Aziz, Kidani, Mohamed... Dans les récits des personnes resca-

pées de Libye, « il y a des noms qui reviennent, souligne Vincent (qui a requis l'anonymat), chef de la mission Ofpra au Niger. Ce sont des gens qui souvent travaillent pour des Libyens dans des hangars où ils font régner la terreur. Cela donne l'impression d'une structuration du système. Compte tenu de l'argent en jeu, c'est logique ». Le rançonnement y est en effet systématisé. Dans le cas d'Ali, le passeur réclame 6000 dollars en échange d'une libération et d'une traversée de la Méditerranée. Le jeune Érythréen passe six mois en détention. Il est battu, jusqu'à ce que sa famille lui transfère l'argent.

### Prisons sauvages

Qu'ils parviennent ou non à réunir les sommes exigées, le sort des détenus demeure très aléatoire. Kidane, un Érythréen de 20 ans, également entendu par l'Ofpra, raconte au *Monde* les cinq mois qu'il a passés dans l'une des prisons sauvages de Beni Oualid, une commune sur la route vers le littoral libyen. « C'est le foyer des passeurs, dit-il. Ils font ce qu'ils veulent. Ils te frappent à coups de bâtons, ils te déshabillent et te jettent dans l'eau... Certains migrants restent enfermés un ou deux ans. D'autres meurent de faim parce

**Ali dit avoir été kidnappé et revendu à un Soudanais qui détient des hangars en Libye, où les migrants sont rackettés**

qu'ils n'ont pas d'argent. Et même si tu paies, tu n'as aucune garantie d'être libéré. » La famille de Kidane aurait déboursé 4000 dollars à deux reprises et en vain. Il a fini par réussir à s'échapper. Beaucoup des migrants entendus par la France au Niger ont tenté la traversée de la Méditerranée. Ali a été intercepté en mer par les garde-côtes libyens.

Moussa, un Érythréen de 28 ans, aussi. Il a alors été envoyé dans un centre de détention « officiel » à Tripoli. C'est là qu'il sera repéré par le HCR, au bout de cinq mois. L'Agence des Nations unies a conclu un accord avec les autorités libyennes pour pouvoir organiser des évacuations du pays depuis les centres gérés par le gouvernement où sont actuellement détenus environ 5000 personnes.

Kidane s'est rendu à l'un d'eux, de son plein gré, justement dans l'espoir d'être identifié par le HCR et de quitter la Libye. Il a attendu des mois, avec un millier d'autres migrants, réunis dans une seule et même pièce. « Même si j'ignorais ce qui allait se passer, au moins on ne me demandait pas d'argent. Je n'en pouvais plus d'être kidnappé par les passeurs et torturé. »

### « Dormir et attendre »

Après l'exfiltration de la Libye, l'attente est longue encore. Moussa est arrivé au Niger en mai. Dans le centre du HCR où il est logé, « on ne fait que dormir et attendre », résume-t-il. Sur les 1500 personnes que la France doit réinstaller depuis le pays d'ici à fin 2019, seules 352 sont déjà arrivées sur le territoire.

Outre les migrants évacués de Libye, l'Ofpra auditionne aussi à Niamey des demandeurs d'asile identifiés par le HCR au Niger. A l'image de Bintou, une femme malienne arrivée en 2012, fuyant la région de Gao, dans le nord du Mali, où son village a été le théâtre de combats entre les djihadistes du Mujao et les Touaregs du MNLA. Son « plus grand souhait » est d'être choisie par la France. Le Niger, pays parmi les plus pauvres

**Entretien mené par un officier de protection auprès d'un Érythréen de 21 ans qui a passé un an dans un centre de détention libyen.**

**Locaux du HCR à Niamey, où se déroulent les entretiens de demande d'asile (ci-dessous).**

CAMILLE MILLERAND/DIVERGENCE POUR « LE MONDE »

## LE CONTEXTE

### PROGRAMMES DE REINSTALLATION

Depuis novembre 2017, douze pays occidentaux, parmi lesquels la France, la Belgique, le Canada et la Finlande, participent au Niger à un programme de réinstallation de réfugiés évacués par le Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés (HCR) des centres de détention du gouvernement libyen. Ces États ont promis d'accorder l'asile à près de 5500 migrants au total. Emmanuel Macron s'est engagé à accueillir en France, d'ici à la fin de l'année 2019, 10 000 réfugiés, dans le cadre des programmes de réinstallation depuis des pays du Sahel et du Proche-Orient. Parmi eux, 1500 seront réinstallés depuis le Niger, dont une partie ayant été évacués de Libye.

En Libye, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a identifié près de 700 000 migrants. Certains d'entre eux souhaitent seulement gagner l'Europe. En 2018, l'OIM a rapatrié plus de 16 000 migrants de Libye vers leurs pays d'origine au moyen d'un programme d'aide au retour volontaire.

du globe, accueille près de 60 000 réfugiés maliens qui ont fui comme Bintou le nord du pays en 2012 et près de 120 000 réfugiés nigériens qui ont fui Boko Haram à partir de 2013. Si les missions de réinstallation pilotées par le HCR sont aussi l'occasion de faire partir quelques poignées de ces réfugiés, parmi les plus vulnérables, elles génèrent par ailleurs des effets plus inattendus.

Il y a un peu plus d'un an, au moment où le programme de réinstallation était lancé, un groupe d'environ 2000 Soudanais originaires du Darfour est arrivé à Agadez, dans le nord du Niger. La plupart étaient descendus directement de Libye, où ils avaient transité après de longues années dans des camps de réfugiés au Tchad ou au Soudan. Certains observateurs voient dans ce mouvement un effet d'« appel d'air » créé par les missions de réinstallation, ce que dément le HCR sur place. Début décembre, plusieurs dizaines de ces réfugiés soudanais ont pourtant manifesté et organisé pendant plusieurs jours un sit-in devant les bureaux du HCR à Niamey. Ils réclamaient d'être eux aussi réinstallés en Europe ou en Amérique. Un projet qui n'est pas au programme. ■

JULIA PASCUAL

**Les Nations unies estiment à près de 700 000 le nombre de migrants présents en Libye**